



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - La Méditerranée à vélo - Phase 2 / 2019-2022 - Convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'EuroVélo 8 reliera à terme Cadix en Espagne à Chypre sur 5 888 km à travers 11 pays méditerranéens. La partie française de cette véloroute, dénommée « *La Méditerranée à vélo* », traverse les régions Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur. En 2016, sous l'impulsion de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, 21 collectivités (Régions, Départements et intercommunalités) ont constitué le Comité d'itinéraire de *La Méditerranée à vélo* pour coordonner la réalisation et la promotion de la partie française de l'EuroVélo.

En décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole rejoignait le Comité d'itinéraire. Forts des résultats obtenus lors de la première phase, les membres du Comité ont souhaité poursuivre leurs actions communes sur la période 2019-2022. Une nouvelle convention dite « *de phase 2 : 2019-2022* », décrivant les modalités de partenariat, le financement et le plan d'action a été signée en décembre 2018.

Il est proposé un deuxième avenant à cette convention de phase 2. Il a pour objet :

- De permettre à deux nouveaux partenaires, l'Agence départementale de tourisme Gard Tourisme et l'Office de tourisme intercommunautaire Provence Verte et Verdon de rejoindre le comité d'itinéraire en devenant partie à la convention. Désormais, 22 partenaires territoriaux constituent le Comité d'itinéraire ;
- De substituer le partenaire Agence départementale de tourisme Hérault Tourisme par le Conseil départemental de l'Hérault ;
- De modifier l'article 4 – Instauration d'un groupement de commandes, pour autoriser la Région, coordonnatrice du groupement de commandes, à régler toute nature de dépenses du plan d'actions, qu'il s'agisse de marchés publics mais également de versements directs à des organismes tiers ;
- De modifier l'article 5 - Plan d'actions 2019-2021 Dépenses, pour intégrer les incidences financières de l'adhésion des deux nouveaux partenaires, de la prolongation de la durée de la convention et rendre possible l'exécution des dépenses en 2023 et au-delà des marchés prévus au plan d'actions ;
- De modifier l'article 6 - Plan d'action 2019-2021 Recettes, pour actualiser le budget de la convention et intégrer la prolongation de la durée de la convention et ajouter les participations forfaitaires particulières pour l'année 2022. La participation financière forfaitaire annuelle de Montpellier Méditerranée Montpellier pour l'année 2022 sera de 6 600 € au lieu de 10 000 € précédemment ;
- De modifier l'article 8 - Durée de la convention, pour permettre sa prolongation d'une année jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- D'annexer le nouveau Règlement d'usage de la Marque « *La Méditerranée à vélo* », modifié suite aux demandes de corrections de l'INPI ;
- De régulariser la numérotation de l'article 6 – Conditions juridiques annexes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire de « *La Méditerranée à vélo* » Phase 2 : 2019-2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172818-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 convention V8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.